

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum . . .	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décrets du 18 mai 1934 : 1°) modifiant les décrets des 21 juillet 1921 et 31 octobre 1922 relatifs à l'organisation du personnel des gouverneurs généraux, des gouverneurs des colonies et résidents supérieurs ; 2°) modifiant le décret du 1^{er} avril 1921 portant règlement d'administration publique sur l'organisation du corps de l'inspection des colonies. (Arrêté de promulgation du 7 juillet 1934). 406

Décret du 19 mai 1934, complétant le décret du 14 février 1930 accordant le bénéfice de l'admission en franchise à leur entrée en France et en Algérie à certains produits originaires du territoire du Togo placé sous le mandat de la France. (Arrêté de promulgation du 7 juillet 1934). 406

Décret du 25 mai 1934, approuvant l'arrêté pris en conseil d'administration le 14 février 1934 et portant inscription d'une rubrique nouvelle, ouverture de crédits supplémentaires au budget local et au budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Togo (exercice 1933) et prélèvement sur la caisse de réserve. (Arrêté de promulgation du 7 juillet 1934). 407

Décret du 31 mai 1934, portant prélèvement de 10% sur les pensions et allocations servies par la caisse intercoloniale des retraites. (Arrêté de promulgation du 7 juillet 1934). 408

Décret du 7 juin 1934, rendant applicables aux fonctionnaires et agents des cadres généraux et locaux des colonies admis à la retraite pour ancienneté de service, les dispositions du décret du 17 mai 1934. (Arrêté de promulgation du 7 juillet 1934). 408

Décrets relatifs à l'indication d'origine sur certains produits étrangers. (Arrêté de promulgation du 10 juillet 1934). 409

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 26 juin 1934, abrogeant les dispositions de l'arrêté N° 546 du 8 octobre 1930 en ce qui concerne les bourses scolaires accordées aux indigènes. 410

Arrêté du 30 juin 1934, fixant le nouveau taux des allocations pour nourriture des élèves du cours complémentaire de Lomé. 410

Arrêté du 2 juillet 1934, mettant en observation sanitaire les bateaux en provenance de la Côte d'Ivoire. 410

Arrêté du 2 juillet 1934, portant réduction de l'effectif des préposés des douanes. 411

Arrêté du 2 juillet 1934, portant suppression d'emplois dans le cadre indigène du service de santé. 411

Arrêté du 2 juillet 1934, portant réduction de l'effectif du cadre indigène des P. T. T. 411

Arrêté du 3 juillet 1934, fixant les retenues d'hôpital du personnel des cadres locaux européens et indigènes et des agents détachés d'A. O. F. 411

Décision du 8 juillet 1934, autorisant le trésorier-payeur à échanger la somme de huit cents livres sterling (£ 800. —).	412
Actes divers concernant le personnel	413
Chefs indigènes	416
Commission des mercuriales	416
Commissions diverses	417
Enseignement	417
Justice indigène	417
Secours	417
Subvention	417
Domaines	417
Succession des fonctionnaires	418
Avis aux exportateurs (Palmistes)	418
Etat des mouvements de la navigation des ports de Lomé et d'Anécho pendant le mois de juin 1934.	419

PARTIE NON OFFICIELLE

Etude de M^e Vittini	420
Avis divers	420
Annonces	420

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Organisation du personnel des gouverneurs et du corps de l'inspection des colonies

ARRETE N° 366 promulguant au Togo les décrets du 18 mai 1934 : 1° — *modifiant les décrets des 21 juillet 1921 et 31 octobre 1922 relatifs à l'organisation du personnel des gouverneurs généraux, des gouverneurs des colonies et résidents supérieurs;* 2° — *modifiant le décret du 1^{er} avril 1921 portant règlement d'administration publique sur l'organisation du corps de l'inspection des colonies.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 18 mai 1934 modifiant les décrets des 21 juillet 1921 et 31 octobre 1922 relatifs à l'organisation du personnel des gouverneurs généraux, des gouverneurs des colonies et résidents supérieurs;

Vu le décret du 18 mai 1934 modifiant le décret du 1^{er} avril 1921 portant règlement d'administration publique sur l'organisation du corps de l'inspection des colonies;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les

décrets en date du 18 mai 1934 ; 1° — modifiant les décrets des 21 juillet 1921, 31 octobre 1922 relatifs à l'organisation du personnel des gouverneurs généraux, des gouverneurs des colonies et résidents supérieurs, 2° — modifiant le décret du 1^{er} avril 1921 portant règlement d'administration publique sur l'organisation du corps de l'inspection des colonies.

Lomé, le 7 juillet 1934.

BOURGINE.

Voir les textes des décrets du 18 mai 1934 au J. O. R. F. du 30 mai 1934 page 5330.

Admission en franchise en France et en Algérie de certains produits originaires du Togo sous mandat français

ARRETE N° 367 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1934 complétant le décret du 14 février 1930 accordant le bénéfice de l'admission en franchise à leur entrée en France et en Algérie à certains produits originaires du Togo placé sous le mandat de la France.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 mai 1934 complétant le décret du 14 février 1930 accordant le bénéfice de l'admission en franchise à leur entrée en France et en Algérie à certains produits originaires du territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 19 mai 1934 complétant le décret du 14 février 1930 accordant le bénéfice de l'admission en franchise à leur entrée en France et en Algérie à certains produits originaires du territoire du Togo placé sous le mandat de la France.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 7 juillet 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu le décret du 1^{er} février 1930 accordant le bénéfice de l'admission en franchise en France et en Algérie à certains produits originaires du Togo placé sous le mandat de la France; ensemble le décret du 29 décembre 1932;

Vu les avis du ministre des finances, du ministre du commerce et de l'industrie et du ministre de l'agriculture;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La liste des produits originaires du Togo admis au bénéfice de l'admission en franchise à leur entrée en France et en Algérie, fixée par le décret du 14 février 1930, est complétée ainsi qu'il suit :

Ex. n° 80. — Haricots.

ART. 2. — L'admission en franchise de ces produits est subordonnée aux conditions définies à l'article 2 du décret du 14 février 1930.

ART. 3. — Des décrets rendus sur la proposition du ministre des colonies et du ministre des finances, après avis conforme du ministre du commerce et de l'industrie et du ministre de l'agriculture, détermineront chaque année, les quantités auxquelles s'appliquera le régime de faveur prévu à l'article premier.

ART. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 19 mai 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

Ouverture de crédits au budget local et au budget spécial sur fonds d'emprunt, exercice 1933

ARRETE N° 368 promulguant le décret du 25 mai 1934 approuvant un arrêté pris par le Commissaire de la République au Togo à la date du 14 février 1934 et portant inscription d'une rubrique nouvelle, ouverture de crédits supplémentaires au budget local et au budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Togo (exercice 1933) et prélèvement sur la caisse de réserve.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 25 mai 1934 approuvant l'arrêté pris le 14 février 1934 par le Commissaire de la République au Togo et portant inscription d'une rubrique nouvelle, ouverture de crédits supplémentaires au budget local et au budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Togo (exercice 1933) et prélèvement sur la caisse de réserve;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 25 mai 1934 approuvant l'arrêté n° 93 pris

en conseil d'administration le 14 février 1934 et portant inscription d'une rubrique nouvelle, ouverture de crédits supplémentaires au budget local et au budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Togo (exercice 1933) et prélèvement sur la caisse de réserve.

Lomé, le 7 juillet 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République française au Togo, modifié par le décret du 21 février 1923;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 22 août 1933 approuvant le budget local et les budgets annexes au Togo pour l'exercice 1933;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 93, pris en conseil d'administration, le 14 février 1934 par le Commissaire de la République au Togo et portant :

a) Inscription au chapitre XX du budget local du Territoire, exercice 1933, d'un article 16 nouveau, doté d'un crédit de 4.932.364 frs. 31 auquel il sera fait face par un prélèvement d'un montant équivalent sur la caisse de réserve, lequel sera inscrit en recette au chapitre IX du même budget.

b) Ouverture au chapitre IX du budget spécial des grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt du Territoire, exercice 1933, d'un crédit supplémentaire de 3 millions 734.514 frs. 30 gagé par l'inscription d'une recette de 4.932.364 frs. 31 au chapitre III du même budget, même exercice.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 mai 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

ARRETE N° 93 portant ouverture de crédits au budget local et au budget spécial d'emprunt pour l'exercice 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. L.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 22 août 1933 approuvant les budgets du Togo pour l'exercice 1933;

Vu le rapport 397 S. F. du 2 août 1933 du Commissaire de la République au Togo à Monsieur le Ministre des colonies;

Vu les radiotélégrammes ministériels n° 183 du 20 septembre 1933 et 246 du 21 décembre 1933 autorisant l'imputation sur le budget local des frais accessoires du contrat 2655 et le remboursement d'une nouvelle tranche des avances consenties par la caisse de réserve en 1929 et 1930 pour le financement des premiers travaux;

Vu le décret du 15 décembre 1933 portant ouverture de travaux et engagement de dépenses, sur les fonds d'emprunt du territoire sous mandat du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts pour l'exercice 1933 les crédits nouveaux ci-après :

a) *Au budget local.*

Chapitre XX (dépenses section extraordinaire).

Article 16 — Nouveau.

Remboursement par le budget local au budget spécial des grands travaux sur fonds d'emprunt des frais accessoires correspondant à la livraison du matériel de voie ayant fait l'objet du contrat souscrit sous n° 2655 au titre des prestations allemandes.

Cette rubrique sera dotée d'un crédit de 4.932.364,31, qui sera gagé par un prélèvement à effectuer sur la caisse de réserve à inscrire au chapitre IX, article premier du budget local.

b) *Au budget spécial sur fonds d'emprunt.*

En dépenses — Dotation de :

Chapitre IX. — Intitulé « remboursement des avances consenties par la caisse de réserve pour le financement des travaux en 1929 et 1930 (non doté) d'un crédit de 3.734.514,30.

Ce crédit étant gagé par une inscription de 4.932.364,31 au titre du chapitre III — Recettes des exercices antérieurs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 février 1934.

L. PÊTRE.

Prélèvement sur les pensions et allocations servies par la caisse intercoloniale de retraites

ARRETE N° 369 promulguant au Togo le décret du 31 mai 1934 portant prélèvement de 10% sur les pensions et allocations servies par la caisse intercoloniale des retraites.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 31 mai 1934 portant prélèvement de 10% sur les pensions et allocations servies par la caisse intercoloniale des retraites;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 31 mai 1934, portant prélèvement de 10% sur les pensions et allocations servies par la caisse intercoloniale des retraites.

Lomé, le 7 juillet 1934.

BOURGINE.

* Voir le texte du décret du 31 mai 1934 au J. O. R. F. du 1^{er} juin 1934 page 5437.

Application des dispositions du décret du 17 mai 1934 aux fonctionnaires coloniaux admis à la retraite

ARRETE N° 370 promulguant au Togo le décret du 7 juin 1934 rendant applicables aux fonctionnaires et agents des cadres généraux et locaux des colonies admis à la retraite pour ancienneté de services, les dispositions du décret du 17 mai 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 7 juin 1934 rendant applicables aux fonctionnaires et agents des cadres généraux et locaux des colonies admis à la retraite pour ancienneté de services, les dispositions du décret du 17 mai 1934;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 7 juin 1934 rendant applicables aux fonctionnaires et agents des cadres généraux et locaux des colonies admis à la retraite pour ancienneté de services, les dispositions du décret du 17 mai 1934.

Lomé, le 7 juillet 1934.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 36 de la loi de finances du 28 février 1934 autorisant le gouvernement à prendre par décrets, toutes mesures d'économies qu'exigera l'équilibre du budget;

Vu les décrets du 4 avril 1934 pris en exécution de l'article 36 de la loi de finances du 28 février 1934;

Vu le décret du 6 avril 1934 portant extension aux colonies des dispositions des décrets du 4 avril 1934;

Vu le décret du 6 avril 1934 rendant applicable aux colonies le décret du 4 avril 1934 concernant la mise à la retraite anticipée des agents de l'Etat en surnombre ou dont l'emploi aura été supprimé;

Vu le décret du 10 mai 1934 relatif à la date de cessation de fonctions des fonctionnaires de l'Etat admis à faire valoir leurs droits à la retraite;

Vu le décret du 17 mai 1934 relatif à la date de cessation de fonctions des fonctionnaires et agents relevant du ministère des colonies admis à faire valoir leurs droits à la retraite;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 portant règlement sur l'organisation de la caisse intercoloniale de retraites et les textes subséquents qui l'ont modifié;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 1^{er} du décret du 17 mai 1934 susvisé relatif à la date de cessation de fonctions des fonctionnaires et agents relevant du ministère des colonies admis à faire valoir leurs droits à la retraite par mesure de réduction d'effectifs sont applicables à tous les fonctionnaires et agents appartenant aux cadres généraux et locaux des colonies qui, se trouvant dans une position de service, ont été admis antérieurement au 18 mai 1934 à faire valoir leurs droits à la retraite pour ancienneté de services, nonobstant les dispositions de l'article 115 de la loi de finances du 29 avril 1926 et de l'article 50 du décret du 1^{er} novembre 1928 susvisé.

ART. 2. — Les dispositions de l'article 2 du décret du 17 mai 1934 susvisé relatif à la date de cessation de fonctions des fonctionnaires et agents relevant du ministère des colonies admis à faire valoir leurs droits à la retraite par mesure de réduction d'effectifs sont applicables à tous les fonctionnaires et agents appartenant aux cadres généraux et locaux des colonies se trouvant dans une position de service et admis, à partir du 18 mai 1934 et jusqu'au 31 décembre 1934, à faire valoir leurs droits à la retraite pour ancienneté de services, nonobstant les dispositions de l'article 115 de la loi de finances du 29 avril 1926 et de l'article 50 du décret du 1^{er} novembre 1928 susvisé.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret sont étendues aux fonctionnaires métropolitains détachés aux colonies.

ART. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 juin 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Pierre LAVAL.

Voir le décret du 17 mai 1934 au J. O. T. 1934 page 379.

Indication d'origine sur certains produits étrangers

ARRETE N° 375 promulguant au Togo divers décrets relatifs à l'indication d'origine sur certains produits étrangers.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 20 avril 1932 rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers, ensemble l'arrêté du 20 septembre 1932 la promulguant au Togo;

Vu les décrets pris en exécution de la loi du 20 avril 1932;

Vu le mandat français sur le Togo, notamment en son article 5, paragraphe 2 concernant l'égalité économique entre les états membres de la Société des nations;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la délibération du conseil d'administration en date du 31 mai 1934;

Vu le câblogramme ministériel n° 111 en date du 28 juin 1934;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués au Togo les vingt-six décrets énumérés ci-dessous, pris en application de la loi du 20 avril 1932 rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers :

Décret du 6 mars 1933 relatif aux porcelaines. (J. O. R. F. du 8 mars 1933 page 2320).

Décret du 8 mars 1933 relatif aux chaussures. (J. O. R. F. du 16 mars 1933 page 2613).

Décret du 25 mars 1933 relatif à la bonneterie, aux corsets, aux vêtements confectionnés en tissus pour dames, fillettes et enfants. (J. O. R. F. du 26 mars 1933 page 3030).

Décret du 23 juin 1933 relatif aux couverts et orfèvrerie en métal brut et en métal argenté. (J. O. R. F. du 30 juin 1933 page 6762).

Décret du 23 juin 1933 relatif aux meubles en bois. (J. O. R. F. du 30 juin 1933 page 6763).

Décret du 23 juin 1933 relatif aux armes à feu et aux bascules. (J. O. R. F. du 30 juin 1933 page 6763).

Décret du 29 juin 1933 relatif aux tissus élastiques confectionnés ou non. (J. O. R. F. du 30 juin 1933 page 6764).

Décret du 23 juin 1933 relatif aux chapeaux de dames, fillettes et enfants, fleurs artificielles, plumes de parure, broderie pour modes. (J. O. R. F. du 30 juin 1933 page 6764).

Décret du 23 juin 1933 relatif aux lampes électriques, accumulateurs, piles électriques et boîtes de lampes électriques. (J. O. R. F. du 30 juin 1933 page 6765).

Décret du 4 août 1933 relatif aux beurres. (J. O. R. F. du 9 août 1933 page 8611).

Décret du 4 août 1933 relatif aux prunes, fruits frais ou conservés soit par dessiccation ou par stérili-

sation dans un liquide. (J. O. R. F. du 9 août 1933 page 8612).

Décret du 4 août 1933 relatif aux œufs. (J. O. R. F. du 9 août 1933 page 8612).

Décret du 4 août 1933 relatif au miel. (J. O. R. F. du 9 août 1933 page 8613).

* Décret du 25 août 1933 relatif aux papiers à lettre, fournitures de bureau, instruments de dessin et de précision. (J. O. R. F. du 29 août 1933 page 9234).

Décret du 2 septembre 1933 relatif aux produits de jute. (J. O. R. F. du 6 septembre 1933 page 9474).

Décret du 2 septembre 1933 relatif à la bijouterie et à l'orfèvrerie de fantaisie. (J. O. R. F. du 6 septembre 1933 page 9475).

Décret du 2 septembre 1933 relatif aux produits issus de la fonderie de plomb. (J. O. R. F. du 6 septembre 1933 page 9476).

Décret du 2 septembre 1933 relatif aux faux cols, manchettes, poignets, plastrons et devants de chemises. (J. O. R. F. du 6 septembre 1933 page 9476).

Décret du 2 septembre 1933 relatif aux tissus de toiles. (J. O. R. F. du 6 septembre 1933 page 9476).

Décret du 2 septembre 1933 relatif aux briquets et allumeurs. (J. O. R. F. du 6 septembre 1933 page 9477).

Décret du 2 septembre 1933 relatif aux parapluies et ombrelles. (J. O. R. F. du 6 septembre 1933 page 9477).

Décret du 2 septembre 1933 relatif aux zinc laminé et ouvrages en zinc. (J. O. R. F. du 6 septembre 1933 page 9478).

Décret du 2 septembre 1933 relatif à la coutellerie. (J. O. R. F. du 6 septembre 1933 page 9478).

Décret du 2 septembre 1933 relatif à la broserie. (J. O. R. F. du 6 septembre 1933 page 9479).

Décret du 2 septembre 1933 relatif aux articles métalliques, outils et à la robinetterie. (J. O. R. F. du 6 septembre 1933 page 9479).

Décret du 2 septembre 1933 relatif aux faïences. (J. O. R. F. du 6 septembre 1933 page 9480).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 juillet 1934.

BOURGINE.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Allocations aux métis

ARRETE N° 346 abrogeant les dispositions de l'arrêté n° 346 du 8 octobre 1930 en ce qui concerne les bourses scolaires accordées aux métis.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 8 octobre 1930 relatif aux bourses scolaires;
Vu l'arrêté du 21 juin 1934 portant réglementation nouvelle des allocations accordées aux jeunes métis résidant dans le Territoire et en fixant le taux;

* ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les bourses scolaires accordées aux métis sont supprimées et remplacées par les allocations prévues à l'arrêté susvisé du 21 juin 1934.

ART. 2. — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté susvisé du 8 octobre 1930 relatives aux enfants de la catégorie *d* (métis);

ART. 3. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 1^{er} juillet 1934 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 juin 1934.

BOURGINE.

Allocations scolaires

ARRETE N° 354 fixant le nouveau taux des allocations pour nourriture des élèves du cours complémentaire de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réorganisant l'enseignement officiel;

Vu l'arrêté du 5 septembre 1932 fixant le taux des allocations pour nourriture des élèves du cours complémentaire de Lomé;

Vu le procès-verbal de la séance du conseil de perfectionnement du cours complémentaire en date du 16 juin 1934;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de l'allocation de nourriture des élèves du cours complémentaire de Lomé est fixé à 1 fr. 75 par journée de présence, à partir du 1^{er} juillet 1934.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 juin 1934.

BOURGINE.

* Visite sanitaire

ARRETE N° 356 mettant en observation sanitaire les bateaux en provenance de la Côte d'Ivoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire aux colonies;

Vu le télégramme en date du 28 juin 1934 du gouverneur de la Côte d'Ivoire notifiant l'existence d'un cas de fièvre jaune à Abobo (cercle des Lagunes);

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'arrêté n° 272 du 29 mai 1934 mettant en observation sanitaire les bateaux en provenance de la Côte d'Ivoire sont remises en vigueur pour compter du 29 juin 1934.

ART. 2. — Le chef du service de santé, directeur de la santé, le directeur du service des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs des cercles de Lomé et d'Anécho sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 2 juillet 1934.

BOURGINE.

Personnel indigène

ARRETE N° 357 portant réduction de l'effectif des préposés des douanes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu les instructions ministérielles du 24 avril 1934;

Vu la situation budgétaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'effectif du personnel des préposés des douanes est ramené de 21 à 18 unités.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 juillet 1934.

BOURGINE.

ARRETE N° 358 portant suppression d'emplois dans le cadre indigène du service de santé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu les instructions ministérielles du 24 avril 1934;

Considérant que les effectifs des agents des cadres locaux du service de santé dépassent les effectifs normaux prévus au budget et que la situation financière du Territoire commande de supprimer les emplois en excédent des prévisions et des besoins;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont supprimés dans le cadre local indigène du service de santé :

2 emplois d'aide-médecin,

9 emplois d'infirmier.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 juillet 1934.

BOURGINE.

ARRETE N° 359 portant réduction de l'effectif du cadre indigène des P. T. T.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu les instructions ministérielles du 24 avril 1934;

Considérant que la situation budgétaire commande de supprimer les emplois en excédent des besoins des services;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les effectifs du cadre local indigène des P. T. T. du Togo sont réduits à :

29 emplois de commis au lieu de 32,

16 emplois de surveillant au lieu de 18,

17 emplois de facteur au lieu de 20.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 juillet 1934.

BOURGINE.

Retenues d'hôpital

ARRETE N° 361 fixant les retenues d'hôpital du personnel des cadres locaux européens et indigènes et des agents détachés d'A. O. F.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 545 du 2 octobre 1933 portant réorganisation du cadre du personnel des services civils du Togo;

Vu l'arrêté n° 609 du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre européen de l'enseignement du territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 610 du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre local européen des conducteurs de travaux agricoles et forestiers du territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 611 du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre local européen des chemins de fer et du wharf du territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 612 du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre local européen des travaux publics du territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 613 du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre local européen des radiotélégraphistes du territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 614 du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre local européen des géomètres du territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 réglant le statut du personnel indigène du Togo à l'exception du personnel des travaux publics et du chemin de fer;

Vu l'arrêté n° 239 du 1er mai 1934 réglant le statut du personnel des cadres locaux indigènes des services des T. P., de la T. S. F. des chemins de fer et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 70 du 31 janvier 1934 fixant les soldes du personnel indigène des cadres locaux du Togo;

Vu l'arrêté n° 608 du 15 novembre 1930 déterminant les conditions d'hospitalisation des indigènes dans les formations sanitaires du Territoire;

Vu les instructions ministérielles n° 14 du 18 mai 1934 sur les moyens à employer pour équilibrer les budgets;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de la retenue d'hôpital appliquée au personnel européen des cadres locaux du territoire du Togo est fixé ainsi qu'il suit par journée d'hôpital :

PERSONNEL AYANT UN TRAITEMENT DE PRÉSENCE	Montant de la retenue
de 8.000 à 8.999	12 frs.
de 9.000 à 11.999	13 —
de 12.000 à 16.499	14 —
de 16.500 à 19.999	17 —
de 20.000 à 24.999	19 —
de 25.000 à 29.999	20 —
de 30.000 à 39.999	22 —
au dessus de 40.000 frs.	24 —

Les agents contractuels sont admis à l'hôpital dans les conditions prévues à leur contrat. Si non et à moins de décision particulière du Commissaire de la République ils sont admis comme les particuliers.

ART. 2. — Le taux de la retenue d'hôpital appliquée aux agents indigènes des cadres locaux du Togo ou détachés des cadres de l'A. O. F., est fixé ainsi qu'il suit par journée d'hôpital :

PERSONNEL AYANT UN TRAITEMENT	Montant de la retenue	
	sans nourriture	avec nourriture
de 2.500 à 3.599	3,00	4,75
de 3.600 à 5.999	4,00	5,75
de 6.000 à 7.999	5,00	6,75
de 8.000 à 8.999	6,00	7,75
de 9.000 à 11.999	6,50	8,25
de 12.000 à 16.499	7,00	8,75
de 16.500 à 18.000	8,50	10,25

ART. 3. — Les agents indigènes à solde mensuelle subissent la retenue calculée d'après le chiffre de la solde. Si celle-ci est inférieure à 2.500, ils sont traités comme malades non payants. (3^e Catégorie de l'arrêté local du 15 novembre 1930).

ART. 4. — Les agents des cadres locaux européens et indigènes dont les membres de la famille sont hospitalisés subissent la retenue pour chacun d'eux, d'après les taux indiqués au tableau ci-dessus. Les enfants de 5 à 12 ans paieront la moitié des tarifs de retenue ci-dessus.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 juillet 1934.

BOURGINE.

Conversion de monnaie

DECISION N° 514 autorisant le trésorier-payeur à échanger la somme de huit cents livres sterling (800).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 97 du 14 février 1934, fixant les conditions dans lesquelles les monnaies anglaises pourront être reçues, données en paiement ou converties dans les caisses publiques;

Vu la lettre du trésorier-payeur n° 513 du 6 juillet 1934;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le trésorier-payeur est autorisé à échanger à la banque de l'Afrique occidentale la somme de huit cents livres sterling (£ 800) au cours de 75 frs. la livre.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juillet 1934.

BOURGINE.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Affectation

Par arrêté du ministre des colonies en date du 26 mai 1934 ont été mis pour compter de la veille du jour de leur embarquement, à la disposition :

du gouverneur de la Guyane (territoire de l'Inini).

M. COURTHIADE, administrateur adjoint de 3^e classe des colonies.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Affectations

Par décisions des :

2 juillet 1934. — Le médecin commandant BIDOT Jean, médecin chef du secteur de la prophylaxie de la trypanosomiasé, est nommé chef du service de santé, des services d'assistance médicale et d'hygiène et directeur local de la santé par intérim, en remplacement du médecin colonel LERÈVRE en instance de rapatriement.

4 juillet 1934. — M. ROTH René, adjoint de 1^{re} classe des services civils du Togo, attendu à Lomé par s/s *Brazza* du 4 juillet 1934, est mis à la disposition du commandant de cercle de Mango.

M. ROTH, remplira les fonctions d'agent spécial du cercle de Mango, comptable-matières et surveillant-chef de la prison dudit cercle, en remplacement de M. MAILLET, adjoint de 1^{re} classe des services civils.

Il aura droit en ces qualités aux indemnités prévues à l'arrêté du 20 mai 1933.

5 juillet 1934. — Le médecin lieutenant LUTZ, en service à Lomé, est affecté à Mango, en remplacement du médecin contractuel LOEVENBRUCK rapatriable le 22 juillet. Il sera mis en route le 13 juillet.

Le médecin capitaine SEGALIN, attendu par le vapeur *Touareg* du 12 juillet, est mis à la disposition du chef du service de santé, pour remplacer, dans ses fonctions à Lomé, le médecin-lieutenant LUTZ.

7 juillet 1934. — M. REHART Adolphe, inspecteur principal de police avant 2 ans de l'A. O. F., commissaire de police de 3^e classe du cadre local du Togo, arrivé à Lomé par paquebot *Brazza* du 4 juillet 1934, est affecté à Lomé pour compter de la date de son débarquement.

Congé — Passage

Par décisions des :

25 juin 1934. — Un congé de fin de contrat de 6 mois, pour en jouir 19 rue de Metz à Ban-Saint-Martin (Metz), est accordé à M. LOEVENBRUCK, médecin contractuel.

Un passage de Lomé à Marseille, en 1^{re} classe, 1^{re} catégorie B, lui est en outre délivré, ainsi qu'à sa femme sur le paquebot *Touareg*, attendu à Lomé vers le 22 juillet 1934.

30 juin 1934. — Une réquisition de passage pour la France, en 1^{re} classe, 1^{re} catégorie B, de Lomé à Bordeaux, sur le paquebot *Brazza*, attendu à Lomé vers le 17 juillet 1934, est accordée à M. LERÈVRE, médecin-colonel des troupes coloniales, ainsi qu'à sa femme, se rendant en France.

Gratification

Par décision du :

30 juin 1934. — Une gratification de 2.400 francs est accordée à M. DUBRULLE René, chef de chantier contractuel.

Secours

Par décision du :

2 juillet 1934. — Un secours global de cinq mille sept cent trente cinq francs (5.735), payable par parts égales, est accordé aux nommés André Jean Louis et Pierre Jean Louis DESPALANGES, tous deux enfants légitimes du conducteur de 1^{re} classe des travaux agricoles M. DESPALANGES Jean, décédé à Sokodé le 18 décembre 1933.

La dépense sera imputée au chapitre XIV, dépenses diverses, article 3, allocations exceptionnelles, paragraphe 1, secours éventuels à des particuliers, budget local, exercice 1934.

PERSONNEL INDIGÈNE

Nominations

Par décisions des :

3 juillet 1934. — Sont engagés en qualité de gardes d'hygiène auxiliaires et mis à la disposition du chef du service de santé, les nommés :

LAWSON Martin.

PERLAS Francis.

OBIMPE René.

Ils auront droit, en cette qualité, à un salaire mensuel de deux cents francs (200 frs.) chacun.

29 juin 1934. — Le nommé BOHN Joseph, est engagé en qualité de commis auxiliaire au salaire mensuel de deux cent cinquante (250 frs.), à compter du 1^{er} juin 1934, et mis à la disposition du chef du service des chemins de fer et du wharf.

Affectations

Par décisions des :

26 juin 1934. — L'instituteur-adjoint de 2^e classe Tokou Michel, en service à Amégnan (cercle d'Anécho), est affecté à l'école européenne de Lomé, en remplacement du moniteur de 4^e classe de l'enseignement MENSAB Joseph, appelé à d'autres fonctions.

Le moniteur de 4^e classe de l'enseignement MENSAB Joseph, en service à l'école européenne de Lomé, est affecté à l'école d'Amégnan (cercle d'Anécho), en remplacement de l'instituteur-adjoint de 2^e classe Tokou Michel, appelé à d'autres fonctions.

2 juillet 1934. — L'ouvrier de 5^e classe des travaux publics AYIKOUÉ Thomas, en service à la subdivision Lomé-ville, est mis à disposition du chef du service de santé, pour compter du 6 juillet 1934.

Congés

Par décision du :

28 juin 1934. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 juillet 1934 inclus, est accordé à l'interprète de 3^e classe Vincent Jean, en service au cercle de Lomé, pour en jouir au Territoire.

ERRATUM à la décision du 21 juin 1934 accordant congés. (J. O. T. 1934 page 391).

Au lieu de :

Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 20 juillet au 18 août 1934 inclus, au planton de 8^e classe TAHOULAN Christophe, en service au secrétariat général, pour en jouir à Abomey (Dahomey).

Lire :

30 jours, du 31 juillet au 29 août 1934 inclus, au planton de 8^e classe TAHOULAN Christophe, en service au secrétariat général, pour en jouir à Abomey (Dahomey).

2^e ERRATUM à la décision du 5 mai 1934 accordant congé. (J. O. T. 1934 page 350).

Au lieu de :

Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1^{er} au 30 juin 1934 inclus, au mécanicien conducteur d'automobiles de 4^e classe FOLLY Pancréasus, en service à Lomé, pour en jouir à Porto-Ségué (cercle d'Anécho).

Lire :

30 jours, du 10 juillet au 9 août 1934 inclus, au mécanicien conducteur d'automobiles de 4^e classe FOLLY Pancréasus, en service à Lomé, pour en jouir à Porto-Ségué (cercle d'Anécho).

Suspensions de fonctions

Par arrêtés des :

30 juin 1934. — Les facteurs enregistreurs de 1^{re} classe DONYON Grégoire et DEGANUS Arnold, en service au chemin de fer (exploitation) sont suspendus de leurs fonctions à compter du 1^{er} juillet 1934.

2 juillet 1934. — L'ouvrier de 6^e classe CONJO LODÈMÉ, en service au chemin de fer (matériel et traction), est suspendu de ses fonctions et privé de son traitement pour compter du 19 juin 1934, date à laquelle il s'est placé en position d'absence irrégulière.

Par décision du :

28 juin 1934. — Le facteur des P. T. T. de 2^e classe ZOUCHEGNON ADIGNON, du bureau de Lomé, est suspendu de ses fonctions, à compter du 13 juin 1934, pour fautes graves dans le service.

Sanction disciplinaire

Par décision du :

26 juin 1934. — Une punition de 4 jours de suspension de solde est infligée au mécanicien-conducteur auxiliaire Joseph KOUNAKÉ, en service aux travaux publics, pour mauvaise exécution de son service.

Révocations

Par arrêté du :

29 juin 1934. — Le moniteur auxiliaire d'agriculture de 5^e classe DOÉ Thomas, est révoqué de son emploi, à compter du 1^{er} juillet 1934, pour incapacité professionnelle et mauvaise manière habituelle de servir.

Par décision du :

30 juin 1934. — Le facteur auxiliaire GNINVI Jean et le brigadier de manutention LAWSON Festus en service au chemin de fer (exploitation) sont licenciés de leur emploi à compter du 1^{er} juillet 1934 pour faute grave en service.

Licenciements pour incapacité professionnelle

Par arrêtés des :

29 juin 1934. — Le commis d'administration 2^e échelon BONN Joseph, est licencié de son emploi pour compter du 1^{er} juin 1934 pour inaptitude dactylographique.

Le facteur auxiliaire stagiaire de 3^e classe des P. T. T. RAMSON Ernest, en service à Sokodé, est licencié de son emploi pour incapacité professionnelle, à compter du 1^{er} juillet 1934.

Licenciements pour inaptitude physique

Par arrêté du :

5 juillet 1934. — L'ouvrier de 6^e classe des chemins de fer CONJO LODÈMÉ, est licencié de son emploi pour inaptitude physique non imputable au service, à compter du 19 juin 1934, date à laquelle il s'est placé en position d'absence irrégulière.

Par arrêté du :

9 juillet 1934. — Le commis d'administration de 4^e classe AKOVI Joseph, est licencié de son emploi pour inaptitude physique non imputable au service, pour compter du 15 juillet 1934.

Une indemnité de licenciement de mille trois cent soixante-six francs soixante-six centimes (1.366 frs., 66) égale à deux mois de traitement brut est accordée au commis d'administration AKOVI Joseph.

La dépense résultant du présent arrêté sera imputée au chapitre IV, article 2, paragraphe 6 du budget local, exercice 1934.

Par décisions des :

6 juillet 1934. — Le commis d'administration auxiliaire GERMA Pierre est licencié de son emploi pour inaptitude physique, à compter du 5 juillet 1934.

Une indemnité de licenciement de mille cinq cent soixante francs (1.560) égale à deux mois de traitement brut est accordée au commis d'administration GERMA Pierre.

La présente dépense sera imputée au chapitre IV, article 2, paragraphe 6 du budget local, exercice 1934.

Le gratuit de transport de Lomé à Ouidah (Dahomey) est accordée à l'intéressé ainsi qu'à sa famille composée de sa femme et de deux enfants âgés de 17 et 3 ans.

Licenciements pour suppression d'emploi

Par décisions des :

26 juin 1934. — Sont licenciés de leur emploi, par suite de compression de personnel, les agents auxiliaires dont les noms suivent :

1^o — Bureau des finances :

FOLLY Paul, commis auxiliaire en service au bureau des finances.

ECOUÉ Florentin, commis auxiliaire en service au bureau des finances.

ABBEY Bennett, commis auxiliaire en service au bureau des finances.

LAWSON Michel, commis auxiliaire en service au bureau des finances.

JOHNSON Georges, commis auxiliaire en service au bureau des finances.

2^o — Travaux publics :

TUKADA Jean, dactylographe à 8 frs. par jour.

MONTCHO Emmanuel, pointeur à 9 frs. par jour.

DOTOVI Augustin, planton à 4 frs. par jour.

3^o — Formation sanitaire de Sokodé :

LATÉ François, chauffeur auxiliaire en service à la formation sanitaire de Sokodé.

3 juillet 1934. — Est licencié de son emploi pour compter du 1^{er} août 1934, par suite de compression des effectifs de personnel, le dactylographe auxiliaire MARTIN Mathias.

Indemnités

Par décision du :

6 juillet 1934. — Sont accordées les indemnités de licenciement indiquées ci-dessous :

ECOUÉ Florentin 330 francs.

ABBEY BENNETT 240 francs.

JOHNSON Georges 180 francs.

La dépense sera imputée au chapitre IV, article 2, paragraphe 6, du budget local, exercice 1934.

Divers

Par décisions des :

26 juin 1934. — Sont fixés ainsi qu'il suit les salaires des agents auxiliaires désignés ci-dessous :

a) Bureau des finances :

GERMA Pierre, commis auxiliaire à 18 francs par jour.

FUMEY Emmanuel, commis auxiliaire à 20 francs par jour.

NORIME Célestin, commis auxiliaire à 12 francs par jour.

FUMEY Hermann, commis auxiliaire à 12 francs par jour.

GAGNON Emile, planton auxiliaire à 5 francs 25 par jour.

b) Trésor :

MALO BABADJIDE, planton auxiliaire à 3 francs par jour.

DOVONOU Gaspard, planton auxiliaire à 2 francs par jour.

c) Travaux publics :

AMEROGLO, planton auxiliaire à 5 francs par jour.

27 juin 1934. — Sont abrogées les décisions n^o 632 et 952 des 2 août et 5 décembre 1933, 40 et 348 des 16 janvier et 27 avril 1934, portant engagement des gardes d'hygiène auxiliaires dont les noms suivent :

FRANCISCO Victor,

LAWSON Martin,

PERLAS Francis,

BOKO Alphonse,

OBIMPE Rémi,

SENOUVO Alphonse,

RUFFINO Joachin,

Les salaires perçus par ces auxiliaires depuis le 1^{er} janvier 1934 seront remboursés au budget local par la commune-mixte de Lomé.

3 juillet 1934. — Sont fixés ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} août 1934, les salaires journaliers des agents auxiliaires dont les noms suivent :

1^o — Justice :

FEUBEL Christine, dactylographe auxiliaire, 10 francs par jour.

2^o — Agriculture :

OUANGARA, planton auxiliaire, 4 francs 50 par jour.

L'instituteur auxiliaire de 1^{re} classe CHARDEY Francis, en service à l'école régionale de Lomé est maintenu, pour une troisième période de six mois à compter du 31 juillet 1934, à la disposition du rapporteur de la commission des coutumes.

Par décisions des :

5 juillet 1934. — Est mise à la charge du mécanicien conducteur de 3^e classe Kokou, coupable de négligence grave dans son service, la somme de : deux cent quatre vingt six francs, soixante dix sept centimes (286. frs. 77) représentant 163 lit. 87 d'essence perdue durant les mois d'avril et mai 1934.

La recette sera imputée au budget local, exercice 1934, au chapitre VII, article 1, paragraphe 4, en atténuation du chapitre V, article 4, paragraphe 11.

6 juillet 1934. — Contrairement aux termes de l'article premier de la décision n° 484 du 26 juin 1934, l'agent auxiliaire LAWSON Michel est maintenu au bureau des finances, au taux de dix francs par jour.

FORCES DE POLICE

1^{re} — Compagnie de milice :

Permission

Par arrêté du :

28 juin 1934. — Une permission de 15 jours avec solde de présence est accordée au tirailleur de 2^e classe KORA Alexandre, Mle M/309 A. D. de la P. C. Lomé, pour en jouir à Cotonou (Dahomey).

Licenciement

Est licencié pour fin de contrat à compter du 1^{er} juillet 1934, le stagiaire catégorie A. MADODE, Mle M/331 A. D. de la P. C. Lomé.

2^e — Garde indigène :

Rengagements

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

1^{er} juin 1934. — BABA KËITA, garde 2^e classe, Mle 982, du peloton de Mango.

1^{er} juillet 1934. — TIEKOURA BOUGONO, brigadier 2^e classe, Mle 347, du peloton d'Atakpamé.

BOUKARY II, garde 1^{re} classe, Mle 348, du peloton de dépôt.

4 juillet 1934. — KAGNITA, garde 2^e classe, Mle 679, du peloton de d'Anécho.

8 juillet 1934. — MORA, brigadier 1^{re} classe, Mle 830, du peloton d'Anécho.

13 juillet 1934. — BAOUANA, garde 1^{re} classe, Mle 351, du peloton de Lomé.

21 juillet 1934. — KOATASSIMA, garde 1^{re} classe, Mle 352, du peloton d'Anécho.

Congés

Un congé de 30 jours avec solde de présence et gratuité de transport aller et retour, est accordé au brigadier de 2^e classe BOLA, Mle 220, du peloton de Lomé (accompagné de sa femme et 1 enfant) pour en jouir à Ténéga (cercle de Sokodé).

Par décision du :

4 juillet 1934. — Un congé de 1 mois, avec solde de présence et gratuité du transport, pour lui et sa famille, est accordé au brigadier de 2^e classe BRAÏMA ALI, N° Mle 142, planton de Mr. l'administrateur en chef BAUCHÉ, inspecteur des affaires administratives pour en jouir à Bafilo (Sokodé) pour compter du 6 juillet 1934.

Ce brigadier, placé hors-cadres à la disposition de l'administrateur commandant le cercle de Sokodé, rejoindra son poste à l'expiration de son congé.

Licenciements

Par décision du :

28 juin 1934. — Sont licenciés pour fin de contrat à compter du :

1^{er} juillet 1934. — MADIABOULBA, garde 1^{re} classe Mle 526, du peloton de Klouto.

9 juillet 1934. — AJAVON Antoine, garde 2^e classe Mle 976, du détachement police Lomé.

CHEFS INDIGÈNES

Par arrêtés des :

26 juin 1934. — KUASSI AHOUNOR est nommé chef du canton d'Aflao à titre provisoire en remplacement de AHOUNOR démissionnaire.

4 juillet 1934. — OURO BANGANA est nommé chef du canton du Fasau (cercle de Sokodé) en remplacement de MOUSSA AKONDO décédé.

DALARE est nommé chef du canton de Naware, (cercle de Sokodé, subdivision de Bassari) en remplacement de BEKAM destitué.

OURO KOURA est nommé chef du canton de Kemini (cercle de Sokodé) en remplacement de BANGANA décédé.

COMMISSION DES MERCURIALES

Par décision du :

2 juillet 1934. — Sont nommés membres de la commission des mercuriales :

M. M. CURTAT, agent de la S.G.G.G.

AMBACH, agent de la C.F.A.O.

CANNEL, agent de la maison John Holt & Co. en remplacement de M. M. GAZEL, BARETTE et PERKINS ayant quitté le Territoire.

COMMISSIONS DIVERSES

Par décisions des :

26 juin 1934. — Une commission composée de :
 M. M. MOAT, administrateur des colonies, capitaine de réserve *Président*
 DEJEAN, lieutenant d'infanterie coloniale, } *Membres*
 WALTER, sergent d'infanterie coloniale, }
 SERV, sergent d'infanterie coloniale, }
 comptable aux forces de police *Secrétaire*
 se réunira au magasin central des forces de police (camp des gardes) le mercredi 27 juin 1934, à 9 heures, pour statuer sur la condamnation de matériel d'armement et munitions, d'instruments de musique et outils divers.

30 juin 1934. — Une commission composée de :
 M. M. BAUCHÉ administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives, chef du secrétariat général. *Président*
 Le chef du service intéressé, } *Membres*
 Le chef du personnel, }
 se réunira sur la convocation de son président afin d'examiner les propositions faites par les chefs de service pour ramener les effectifs des cadres locaux aux prévisions budgétaires.
 La commission dressera procès-verbal de ses travaux.

3 juillet 1934. — Une commission composée de :
 M. M. Le chef du secrétariat général ou son délégué *Président*
 L'administrateur commandant le cercle de Lomé ou son délégué, } *Membres*
 MAHOX, chef des services du chemin de fer et du wharf, }
 VEUILLET, chef du service de la voie et des bâtiments, }
 se réunira sur convocation de son président pour examiner les bâtiments N^{os} 8, 9 et 13 du service du chemin de fer et en décider la réforme ou la réfection.

7 juillet 1934. — Une commission composée de :
 M. M. Le chef de service des travaux publics *Président*
 MOQUAY, capitaine de port de 2^e classe, } *Membres*
 Maître de wharf, }
 VEUILLET, inspecteur de 2^e classe des voies et bâtiments des chemins de fer du Togo, }
 NOUVEL, inspecteur de 2^e classe du matériel et de la traction des chemins de fer du Togo, }
 se réunira sur convocation de son président pour examiner et réévaluer les bâches en dépôt au magasin-matières du service du chemin de fer et du wharf.

ENSEIGNEMENT**Licenciement**

Par décision du :

2 juillet 1934. — L'élève de 2^e année DADJO Julien, est licencié du cours complémentaire pour insuffisance et indiscipline.

Il sera astreint au remboursement des frais d'études s'élevant à neuf cents francs (900 frs.).

JUSTICE INDIGÈNE

Par arrêté du :

26 juin 1934. — Sont nommés assesseurs près le tribunal criminel de Lomé pour l'année 1934 :

M. M. DAGORN, DURONI, PRADIER, en remplacement de M. M. PEYROTTE, TROSSELY et LESTRADE.

Ils occuperont dans l'ordre sur la liste officielle les places laissées vacantes par le départ de ces membres.

SECOURS

Par décision du :

9 juillet 1934. — Un secours de deux cents francs est accordé au nommé AKOUKO de Cambolé, père d'un ouvrier victime d'accident au cours de la réfection de la piste Kouloumi-Cambolé.

La présente dépense sera imputée au chapitre II, article 2, paragraphe 2, budget local, exercice 1934.

SUBVENTION

Par décision du :

6 juillet 1934. — Une subvention de dix mille (10.000) francs est accordée à l'Union des femmes de France au Togo, pour l'œuvre du berceau.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre XIII, article 3, paragraphe 5, budget local, exercice 1934.

DOMAINES**Avis de demandes d'immatriculation***au livre foncier du cercle d'Anécho*

Suivant réquisition, n^o 923, déposée le 6 juillet 1934 le sieur Joseph Ayitsedji, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Anécho, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle d'Anécho, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 4 ares 45 centiares situé à Anécho, quartier Adjido, (cercle d'Anécho), et borné au nord par terrain à Kangni Amego, à l'est par terrain à la famille Johnson, au sud par une rue, à l'ouest par la réserve de la lagune.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

au livre foncier du cercle de Klouto

Suivant réquisition, n^o 924, déposée le 9 juin 1934 Monseigneur Cessou Jean-Marie, profession de Vicaire Apostolique du Togo, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme président du conseil d'administration de la mission catholique du Togo, fonctions pour lesquelles il a été agréé par décision du 11 mai 1926 de M. le Commissaire de la République au Togo, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Klouto, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 9 ares 63 centiares situé à Palimé,

(cercle de Klouto), et borné au nord par terrain à Kuadjovi Amekudji, à l'est par la rue Hérold, au sud par la rue des Sœurs, à l'ouest par terrain à la collectivité John G. Baeta.

Il déclare que ledit immeuble appartient au conseil d'administration susvisé et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

1° — que les biens ayant une affectation de mission, leurs fruits, intérêts et profits conserveront leur affectation de mission.

2° — que ces biens ayant une affectation de mission, ne pourront être aliénés sans une autorisation du gouvernement français.

Suivant réquisition, n° 925, déposée le 9 juillet 1934 Monseigneur Cessou Jean-Marie, profession de Vicaire Apostolique du Togo, fonctions pour lesquelles il a été agréé par décision du 11 mai 1926 de M. le Commissaire de la République au Togo, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Klouto, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 60 ares 57 centiares situé à Palimé, (cercle de Klouto), et borné au nord-est par la rue des Sœurs, au sud-est par la rue de la mission, au sud-ouest par le boulevard circulaire, au nord-ouest par terrain à la collectivité John Baeta et Patrick Seddoh.

Il déclare que ledit immeuble appartient au conseil d'administration susvisé et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

1° — que les biens ayant une affectation de mission, leurs fruits, intérêts et profits conserveront leur affectation de mission.

2° — que ces biens ayant une affectation de mission, ne pourront être aliénés sans une autorisation du gouvernement français.

Suivant réquisition, n° 926, déposée le 9 juillet 1934 Monseigneur Cessou Jean-Marie, profession de Vicaire Apostolique du Togo, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme président du conseil d'administration de la mission catholique du Togo, fonctions pour lesquelles il a été agréé par décision du 11 mai 1926 de M. le Commissaire de la République au Togo, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Klouto, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 20 ares 93 centiares situé à Palimé, (cercle de Klouto), et borné au nord-est par la rue des Sœurs, au sud-est par terrain à Kumako, au sud-ouest par le boulevard-circulaire, au nord-ouest par la rue de la mission.

Il déclare que ledit immeuble appartient au conseil d'administration susvisé et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

1° — que les biens ayant une affectation de mission, leurs fruits, intérêts et profits conserveront leur affectation de mission.

2° — que ces biens ayant une affectation de mission, ne pourront être aliénés sans une autorisation du gouvernement français.

Suivant réquisition, n° 927, déposée le 9 juillet 1934 Monseigneur Cessou Jean-Marie, profession de Vicaire Apostolique du Togo, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme président du conseil d'administration de la mission catholique du Togo, fonctions pour lesquelles il a été agréé par décision du 11 mai 1926 de M. le Commissaire de la République au Togo, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Klouto, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier d'une contenance totale de 1 hectare 06 ares 48 centiares situé à Palimé, (cercle de Klouto), et borné au nord-est par la rue de Haingba, au sud-est par terrains à I. Freitas et aux héritiers Patrick Seddoh, au sud-ouest par la rue des Sœurs, au nord-ouest par la rue Hérold.

Il déclare que ledit immeuble appartient au conseil d'administration susvisé et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

1° — que les biens ayant une affectation de mission, leurs fruits, intérêts et profits conserveront leur affectation de mission.

2° — que ces biens ayant une affectation de mission, ne pourront être aliénés sans une autorisation du gouvernement français.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,

PEYROTTE.

SUCCESSION DES FONCTIONNAIRES

Il est donné avis aux personnes intéressées de l'ouverture de la succession de M. FOLLIER Edmond Martial Eugène, sergent d'Infanterie Coloniale au 8^e bataillon de tirailleurs sénégalais, né à Paris le 24 décembre 1906, décédé à l'hôpital de Lomé le 26 juin 1934.

Les personnes qui auraient des droits à la succession sont invitées à les faire connaître et à en justifier au fonctionnaire soussigné.

Les créanciers de la succession sont également invités à produire leurs titres audit fonctionnaire.

Lomé, le 6 juillet 1934

Le fonctionnaire chargé de l'administration des successions des fonctionnaires,

PEYROTTE.

AVIS AUX EXPORTATEURS (Palmistes)

Les quantités de palmistes pouvant être exportées du Togo sur l'Espagne (accord franco-espagnol du 6 mars 1934) s'élèvent à 3.870 quintaux pour les 2^e et 3^e trimestres de l'année 1934.

ÉTAT des mouvements de la Navigation des Ports de Lomé et d'Anécho pendant le mois de Juin 1934

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	ÉQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
Tagliamento Durban-Trieste	Italien	31. 5. 34	1. 6. 34	3.368	45	—	220.764
138-Barbara Marie Hambourg-Opobo	Anglais	2. 6. 34	3. 6. 34	2.533	34	227.442	—
139-Lafian Liverpool-Opobo	—do—	3. 6. 34	—do—	2.270	36	81.695	—
140-Foucauld Pte. Noire Bordeaux	Français	5. 6. 34	5. 6. 34	6.599	163	—	54.253
141-Ft. de Douapmont Pt. Gentil-Hambourg	—do—	6. 6. 34	6. 6. 34	3.142	44	—	66.699
142-Asie Bordeaux-Pte. Noire	—do—	—do—	—do—	4.214	137	9.150	0.243
143-Godfrey Holt Liverpool-Warri	Anglais	11. 6. 34	11. 6. 34	2.180	40	57.141	—
144-Alfred Jones Liverpool-Warri	—do—	—do—	—do—	2.155	39	42.971	—
145-Canada Douala-Marseille	Français	—do—	—do—	5.668	163	0.286	71.266
146-Bretwalda Calabar-Hambourg	Anglais	12. 6. 34	12. 6. 34	3.273	33	—	443.592
147-Hoggar Marseille-Douala	Français	13. 6. 34	13. 6. 34	3.109	73	31.223	—
148-Livadia Kogo-Hambourg	Allemand	15. 6. 34	15. 6. 34	1.834	42	0.010	78.123
149-Asie Pte. Noire-Bordeaux	Français	19. 6. 34	19. 6. 34	4.214	137	1.876	87.492
150-Muirton Pt. Gentil-Marseille	—do—	20. 6. 34	20. 6. 34	3.112	44	—	258.474
151-Amérique Bordeaux-Pte. Noire	—do—	—do—	—do—	4.867	144	0.489	1.788
152-Godfrey Holt Warri-Liverpool	Anglais	21. 6. 34	21. 6. 34	2.180	40	—	232.822
153-Congonian Opobo-Hambourg	—do—	22. 6. 34	22. 6. 34	3.202	34	—	632.485
154-Hoggar Douala-Marseille	Français	23. 6. 34	23. 6. 34	3.109	73	11.834	284.431
155-Nestléa Opobo-Hambourg	Anglais	—do—	24. 6. 34	2.473	32	—	471.584
156-Ft. de Souville Hambourg-Pte. Noire	Français	24. 6. 34	—do—	3.129	44	65.805	—
157-West Humhaw New York-Opobo	Américain	27. 6. 34	27. 6. 34	3.385	34	220.371	—
158-Banfara Marseille-Douala	Français	29. 6. 34	29. 6. 34	5.868	148	53.762	—
159-Tombouctou Marseille-Pte. Noire	—do—	30. 6. 34	30. 6. 34	3.262	44	296.492	—
160-Ft. de Vaux Pte. Noire-Hambourg	—do—	—do—	—do—	3.431	44	0.220	72.665
161-Alfred Jones Kribi-Liverpool	Anglais	—do—	—do—	2.155	39	17.362	14.114
162-Roslagen Aalborg-Libreville	Suédois	—do—	en rade	1.078	24	170.229	—

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	D A T E S		TONNAGE	ÉQUIPAGE	T O N N A G E	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART	NOMINAL		DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
PORT D'ANÉCHO							
5-Bretwalda Calabar-Hambourg	Anglais	9. 6. 34	11. 6. 34	3.273	33	—	384.115
6-Neshea Opobé-Hambourg	—do—	22. 6. 34	22. 6. 34	2.473	32	—	117.300

Lomé, le 2 Juillet 1934.

Le Chef du Service des Douanes p. i.

BARBARROUX.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare déclinier toutes responsabilités à quelque titre que ce, soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

ETUDE DE M^e VITTINI AVOCAT-DEFENSEUR A LOMÉ.

D'un jugement, en date du six juillet mil neuf cent trent quatre enregistré à Lomé le treize du même mois folio 80 n° 552, rendu par défaut par le Tribunal civil de première instance de Lomé au profit de madame KOLB Aline Adèle épouse de M. MARION Eugène ingénieur, avec lequel elle demeure de droit à Lomé mais résidant en fait à Mons-en-Montois, département de la Seine, contre M. MARION Eugène ingénieur demeurant et domicilié à Lomé, il appert que la séparation de biens a été prononcée entre les époux.

Pour extrait
L'Avocat-défenseur,
VITTINI

GLACE

L'Industrielle Coloniale a l'honneur d'informer sa clientèle que la glace est désormais fabriquée uniquement à l'eau distillée, reconnue par le Service de Santé, chimiquement & bactériologiquement pure.

La vente continue à se faire comme par le passé au moyen de ticket de 1/4 de mouleau vendu à notre caisse, au prix de 2f.25 le ticket.

Le poids d'un mouleau est approximativement de 12 kilos.

La distribution a lieu à notre glacière aux heures suivantes :

de 7 heures à 8 heures
de 10 heures 30 à 11 heures 30
de 16 heures 30 à 17 heures 30.

AVIS AU PUBLIC

Certaines personnes, ne se faisant pas renseigner auprès des ayant droits, se livrent continuellement aux achats des terrains appartenant aux collectivités de Porto-Séguro qui leur sont offerts par des tierces personnes non qualifiées à cet effet.

Le Chef de Village a l'honneur d'informer le public que les achats de ce genre non soumis à son examen, sont aux risques et aux périls des acheteurs.

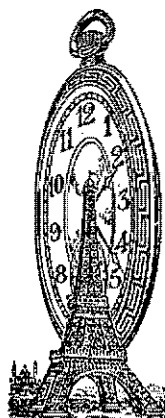
SMARTH LASSEY.

Chef de Village de Porto-Séguro.

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

"A la Tour Eiffel"

JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratuit et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France